



REPUBLIQUE DU CAP-VERT
Mission permanente du Cap-Vert auprès des Nations Unies

INTERVENTION

DE

**S.E. M. ANTONIO PEDRO MONTEIRO LIMA, AMBASSADEUR,
REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA REPUBLIQUE DU CAP-VERT**

**A l'occasion de la Plénière de la 65ème session de l'Assemblée
Générale**

NEW YORK, le 28 Septembre 2010

Monsieur le Président de la 65ème session de l'Assemblée Générale.
Monsieur le Secrétaire Général,
Mesdames et Messieurs les chefs de délégations,
Excellences, Mesdames, Messieurs,

Je voudrais avant tout saluer Monsieur Joseph Deiss, Président de la 65ème session de l'Assemblée Générale et lui souhaiter plein succès dans l'accomplissement de ses fonctions. L'appui du Cap Vert ne lui fera pas défaut. Je me congratule également de l'engagement et du travail fructueux déployé par votre prédécesseur, l'Ambassadeur Abdessalam Treiki qui a su imprimer aux travaux de la 64^{ème} session de l'Assemblée Générale une dynamique remarquable. Nous réitérons notre appui au Secrétaire Général, Monsieur Ban Ki Moon, dans ses efforts pour faire du système des Nations Unies une organisation chaque jour plus performante au service des aspirations légitimes des peuples à la paix, à la dignité et au progrès.

Le thème alloué à nos débats cette année porte sur la réaffirmation du rôle central de l'ONU dans la Gouvernance globale. Les points que je développerai sont liés à ce thème transversal s'il en fut.

1. Sauver la planète

Il nous faut sauver la planète. Cela semble tomber sous le sens et tous dans cette enceinte semblent en être d'accord. Et pourtant, à observer les tendances des négociations au sein des instances de l'UNCCC, c'est plus le pessimisme que l'optimisme qui semble planer sur celles-ci.

Les scientifiques ont démontré depuis quelques temps déjà que notre planète est en risque sérieux de ne plus pouvoir assurer la vie dans toute sa plénitude du fait des conséquences dues au changement climatique et nous savons aujourd'hui que le temps pour agir de façon efficace s'estompe rapidement.

Déjà les participants au sommet de Copenhague étaient repartis convaincus que le temps n'était plus à la tergiversation. Nous le disions déjà l'an dernier ici même : le moment est à l'action concertée, cohérente et systématique pour que nous puissions diminuer de façon convaincante et conséquente les émissions de gaz à effet de serre, freiner le réchauffement de la planète et éviter une montée des eaux de la mer susceptible de mettre en danger de vastes régions côtières du monde et en particulier les Petits Etats Insulaires en développement. Ceux-ci présentent une vulnérabilité accrue et souffrent en première main des conséquences d'intempéries de plus en plus fréquentes et de plus en plus extrêmes.

En tant qu'Etat sahélien, le Cap Vert est depuis longtemps confronté à la sécheresse, à la désertisation et à un manque d'eau dramatique. Ces phénomènes conditionnent fortement les actions menées dans le cadre de la préservation de l'environnement et du développement humain.

Nos efforts d'adaptation et de réduction de l'impact du changement climatique, s'ils portent sur des domaines précis comme la revitalisation des terres, l'adduction d'eau ou encore

l'essor des énergies renouvelables, entrent pour une bonne part dans la dynamique nationale de croissance, aux cotés de l'éducation, de la santé, de l'emploi, des infrastructures etc...

Nous avons en cours d'exécution un ambitieux programme de mobilisation des eaux superficielles, à travers la construction de barrages et de réservoirs pour appuyer la modernisation de l'agriculture, le développement de l'élevage et de l'industrie agro-alimentaire, qui favoriseront la vie des agriculteurs.

Un peu partout et notamment suite à la crise alimentaire d'il y a deux ans, en Afrique et dans les Petits Etats Insulaires en Développement, des efforts similaires sont développés en vue de permettre aux agriculteurs de parvenir au rendement, à l'économie de progresser et aux pays de faire face aux défis du changement climatique. Le financement constitue dans ce contexte un facteur clé sans lequel les échecs seraient multipliés, les projets abandonnés, les obstacles devenant insurmontables. C'est le lieu de dire la nécessité de mettre en place rapidement les financements annoncés dans le cadre du FAST TRACK. Le temps nous est désormais compté.

Nous croyons que la communauté internationale et en particulier les pays développés et les grands pays émergents, du fait des risques accrus pour la sécurité globale et des répercussions sur tous des conséquences désastreuses des catastrophes naturelles doivent continuer de soutenir les dynamiques spécifiques des États les plus vulnérables au changement climatique en matière d'adaptation et d'atténuation et leur permettre de minimiser les risques qui pèsent sur eux dans le contexte actuel sachant que certains d'entre eux se trouvent déjà confrontés aux problèmes de délocalisation de masse et de migrations forcées. La solidarité n'est pas un vain mot pour les insulaires et pour certains d'entre nous, il y va souvent de leur avenir, en tant que Nations, de leur propre existence. Ne faisons pas des plus faibles, les sacrifiés d'aujourd'hui, sous peine, demain, de nous retrouver tous dans une situation similaire. N'oublions pas non plus que les conflits découlant de la raréfaction de l'eau sur la planète étant prévisibles, cela doit constituer une autre préoccupation majeure à laquelle nous devons nous atteler dès à présent.

Nous voulons réaffirmer ici que l'océan qui est pour notre pays insulaire notre milieu vital de civilisation et d'inspiration, mais également notre potentiel d'avenir doit être protégé et préservé. Nous avons signé, il y a quelques jours, avec six pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest et la Norvège, un Accord qui nous permettra collectivement de mieux gérer ce potentiel commun immense et de veiller sur la protection de nos intérêts océaniques. Avec les pays riverains de l'océan atlantique, en particulier dans son extension sud, nous réaffirmons notre ferme intention d'en faire un espace d'échanges, un domaine de solidarité active et non de concurrence déloyale. Loin de faire de l'océan un élément de plus de la cupidité humaine, essayons d'en préserver la valeur unique en tant que réceptacle précieux de la vie et dépositaire des espérances de la planète.

2. Protéger et autonomiser les femmes

Monsieur le Président,

Il nous faut protéger et autonomiser les femmes. Nous croyons fermement que l'une des grandes révolutions à mener à notre époque est celle qui verra la femme devenir réellement une partenaire à part entière de l'homme dans leur quête commune de progrès. Au Cap Vert, il y a eu des gains conséquents en ce qui concerne l'égalité et l'équité en genre, mais de grands défis demeurent. Par exemple, le Gouvernement actuel compte 8 femmes sur les 14 Ministres qui le forment; le rapport sur la réalisation des ODM, de 2010 a indiqué que le Cap Vert a atteint la parité de genre dans l'éducation primaire et secondaire et que dans certains cas le ratio de présence des filles est supérieur à celui des garçons.

Les investissements importants réalisés dans le domaine de la santé materno-infantile ont permis que 98% des accouchements soient effectués en milieu hospitalier avec une assistance spécialisée. Cependant, il est un fait que 25% des femmes souffrent de violences domestiques. Au Parlement et dans les autarchies locales, la participation des femmes est encore très faible. La pauvreté et le chômage atteignent plus les femmes que les hommes. Nous continuons à travailler et sommes convaincus d'être sur la bonne voie.

ONU-Femmes lancé récemment par l'ECOSOC est une entité universelle, qui aura pour tâche principale de surmonter les obstacles qui ont empêché les quatre organismes qu'elle va regrouper de répondre plus efficacement aux défis en matière d'égalité entre les sexes et d'autonomisation des femmes.

ONU-Femmes s'inscrit dans l'effort de réforme de l'ONU amorcé il y a près de deux décennies, en vue de renforcer la cohérence du système de l'Organisation et nous tenons à féliciter ici MM. Michelle Bachelet du soutien du Cap Vert dans ses nouvelles et exaltantes tâches au service de la défense, de la promotion et de l'autonomisation des femmes. Nous pensons que, la robustesse de son mandat et le rôle potentiel de catalyseur de la nouvelle entité devraient encourager les donateurs à répondre de manière positive aux besoins de financements de celle-ci.

3. Travailler à la paix

Il nous faut continuer de travailler à la paix. L'évolution que connaît la scène internationale avec le regroupement des Etats pour discuter des grands problèmes aussi bien régionaux que globaux et proposer des solutions semble attester d'une tendance qui, malgré tout, peine à démontrer son efficacité et ne semble diminuer ni les inquiétudes des uns ni les doutes des autres. Nous persistons à croire que c'est l'ONU où chacun a sa place qui peut jouer un rôle réellement efficace et rassurant dès lors que sa dynamique est assurée, sa mission clairement définie et que tous en partagent les responsabilités et participent des décisions. C'est notre institution universelle qui réunit les conditions essentielles à la gestion des problèmes du monde et qui est pourvue de la responsabilité collective nécessaire. Par conséquent, c'est à l'ONU que revient la gigantesque mission de promouvoir et d'assurer une meilleure et plus efficace gouvernance mondiale.

La paix mondiale demeure une cible lointaine et les foyers de tension, loin de s'éteindre persistent de proche en proche. Les conflits fragilisent des régions entières, occasionnant des réfugiés et des déplacés par millions, paralysant l'économie, détruisant les infrastructures et réduisant à néant des décennies d'effort pour l'éducation, la santé et la justice pour les populations. Dans certaines circonstances, la notion de la personne humaine semble disparaître pour laisser place à l'avènement d'esclaves modernes taillables et corvéables à merci. Les femmes souffrent de la violence sexuelle devenue désormais une arme de guerre et les enfants-soldats sont utilisés avec d'autant moins de scrupule qu'ils sont utilisés souvent dans les deux camps belligérants.

L'ONU, dans ce cadre comme dans d'autres, demeure l'élément central en tant que conscience collective qu'elle est de la communauté des nations, dédiée à la coordination de notre action commune, favorisant des solutions consensuelles et fédératives. La revitalisation du système des Nations Unis apparait ainsi comme une exigence de notre époque privilégiant la participation de tous.

Monsieur le Président,

Le Cap Vert a toujours été en faveur du désarmement général et complet et réitère sa volonté de contribuer à parvenir à un monde où la peur de l'autre sera supplantée par la nécessité de coopérer avec l'autre et la reconnaissance de l'autre en tant que partenaire indispensable et complémentaire. Nous continuons d'avoir foi en l'avenir des pourparlers de paix entre la Palestine et Israël et continuons d'espérer voir l'avènement au moyen Orient, de deux Etats indépendants vivant côte à côte, en paix et en sécurité. Mais restaurer la crédibilité du processus de paix au Moyen Orient requiert principalement que toutes les parties s'astreignent aux obligations qui découlent de leurs propres engagements et des décisions et résolutions de l'ONU. Dans ce sens, la cessation des hostilités à Gaza et en terre d'Israël, l'arrêt de la colonisation dans les Territoires occupés, ainsi que le démantèlement du mur et la fin de la politique de blocus nous semblent constituer des impératifs difficilement contournables. Nous souhaitons vivement que ces négociations permettent d'atteindre l'objectif de réalisation de la paix.

Les choses en ce début du 21ème siècle évoluent partout et notamment dans la politique internationale, poussées par les circonstances ou par les évènements, mais aussi par la volonté politique des plus éclairés. N'est-il pas temps de mettre un trait sur les situations obsolètes qui découlent de la guerre froide ou de la deuxième guerre mondiale, comme à Cuba ? L'isolement et le blocus auxquels sont réduits les populations seraient plutôt facteurs de tensions et de frustrations et servent difficilement de fondements à de nouvelles espérances. Les générations changent, les mentalités évoluent et les aspirations de la jeunesse sont autres. Ces nouvelles générations ont droit à un futur de paix, d'entente et d'échanges salutaires. Sachons leur offrir un monde à la hauteur de leurs rêves et de leurs attentes.

4. Innover pour l'avenir

Monsieur le Président,

Il faut innover pour l'avenir. Lorsque nous sommes devenus l'un des huit pays-pilotes expérimentant le « **Délivering as One** » en 2006, le Cap Vert voulait non seulement bénéficier des retombées positives d'un tel saut en avant dans nos rapports avec les différentes Agences de l'ONU, mais aussi contribuer un tant soit peu à la réforme visant à garantir une plus grande efficacité du système des Nations Unies face aux défis incontournables de l'organisation elle-même, ainsi qu'une meilleure adéquation de l'ONU aux exigences du monde contemporain. D'autre part, notre Gouvernement croit que la réforme vient simplifier une certaine bureaucratie onusienne. Aujourd'hui nous constatons des avancées réelles et des bénéfices mutuels certains. Les Fonds alloués au pays augmentent, l'efficacité dans l'action des différentes agences s'est accrue, il y a une réelle appropriation et un leadership assumé de la part du Gouvernement et une synergie dynamique s'est créée entre toutes les parties prenantes pour placer cette expérience sur une voie de non retour. Les conclusions de la dernière réunion des Huit pays pilotes à Hanoi ont été positives et l'on s'attend à ce que le cercle de la famille s'élargisse.

Depuis l'indépendance, il y a 35 ans, le Cap Vert a marqué des points manifestes dans son développement humain ayant aujourd'hui accédé au groupe des Pays à revenus moyens. Entre 1990 et 2007, l'indice de développement humain (IDH) du Cap Vert a connu une évolution de 0,589 à 0,708. Le rendement per capita qui atteignait à peine les 300 USD au moment de l'indépendance est actuellement de 3,041 USD. Le taux de scolarisation est de 96%. Le taux d'analphabétisme a été réduit à 18,5% et tend à diminuer aussi bien parmi les femmes que parmi les hommes. Nous prévoyons pour 2010 une croissance de 6%.

De grands résultats ont été obtenus dans différents secteurs, notamment dans l'éducation, la santé et la participation politique du fait de l'engagement politique résolu du Gouvernement du Cap Vert en faveur de l'éradication de la pauvreté, de la sécurité alimentaire et de l'égalité et de l'équité en genre. Dans la dernière décennie par exemple, il a été observé une diminution de l'incidence de la pauvreté qui est passée de 49% en 1989 à 36,7% en 2002 et à 26,6% en 2007. Les estimations indiquent un taux d'incidence de 24% en 2010.

Ce progrès se justifie, fondamentalement par les investissements réalisés dans les personnes. L'éducation et la formation professionnelle constituent des axes stratégiques de la gouvernance et a mobilisé la plus grande part du budget de l'Etat. Des investissements conséquents ont également été réalisés dans les domaines de la santé et de la sécurité sociale.

D'un autre côté, le Gouvernement met en œuvre une stratégie de transformation du pays en un centre international de prestation de services, afin de garantir son insertion compétitive dans l'économie mondiale et l'accélération du rythme de la croissance et de la création d'emplois, augmentant de ce fait le rendement des familles et combattant de façon conséquente la pauvreté.

Monsieur le Président,

Si nous sommes convaincus de la nécessité d'agir vite pour sauver la planète et d'agir bien, nous semblons trainer des pieds lorsqu'il s'agit de mettre concrètement nos actes en accord avec nos paroles. Si tous nous proclamons les bienfaits de l'égalité entre hommes et femmes et de l'équité en genre, lesquels se répercutent positivement sur le développement et donc sur la paix et la sécurité, nous observons qu'une volonté politique accrue au niveau des Etats et un dynamisme nouveau et persistant dans l'action au niveau international sont encore nécessaires pour mener à bien la bataille pour faire de la femme un sujet à part entière du devenir du monde. Si la paix est partout considéré comme une aspiration fondamentale et légitime des peuples et des Nations et une nécessité pour tous, il n'en demeure pas moins qu'elle doit être conquise tous les jours et que des millions d'êtres humains se lèvent au bruit du canon et se demandent à la nuit tombée s'ils verront le jour suivant ou si leur famille sera encore là. La paix ne saurait être pour personne ni aucune Nation une aspiration utopique toujours reportée ou une réalité fragile toujours menacée comme au Moyen Orient, en Afrique centrale et d'autres régions du monde.

Dans un monde de plus en plus interdépendant et cependant de plus en plus menacé, il nous faut donner une chance à nos capacités collectives et ne pas nous renfermer sur le passé ou nous isoler dans une pensée unique castratrice et dénuée de futur. Il faut innover dans nos façons de penser, dans nos conceptions de la politique, dans notre vision de l'Etat. Il nous faut innover et porter la réforme dans nos relations inter étatiques et dans la défense de nos propres intérêts, afin de donner une chance à l'équité et à la démocratie dans les relations internationales, afin de favoriser une meilleure prise en compte de l'échange équitable et de la justice dans les relations d'Etats et favoriser ainsi la sécurité pour tous, un multilatéralisme vivifié des apports de tous les membres de la Communauté internationale et pouvoir ainsi préserver les chances de la paix partout dans le monde.

Toutes les grandes religions révélées nous parlent d'espérance et de compassion. Ces valeurs universelles seraient-elles condamnées à rester les parents pauvres des politiques d'Etat ? Faisons de leur message inspiré le socle solide de nos relations internationales. Faisons de la personne humaine le centre de nos préoccupations nationales et de nos intérêts globaux. La responsabilité de protéger dont nous débattons dans cette enceinte commence par là me semble-t-il. Faisons en sorte que ce message soit porteur d'avenir pour nos Nations et pour nos peuples, car aujourd'hui plus qu'hier, nos destinées sont communes et liées au sort de la Terre mère. L'Homme est le remède de l'homme nous dit un proverbe africain. Nous pouvons l'être si nous le voulons.

Je vous remercie.